

CSA-SD du 2 septembre :

48 fermetures de classes supplémentaires, ce sont 403 classes que le ministère aura fermées pour cette rentrée 2026



Mercredi 2 septembre se tenait le CSA-SD du premier degré organisant les « ajustements de rentrée ». Si nos organisations syndicales sont parvenues à obtenir l'annulation de 11 fermetures, 48 fermetures de classes ont finalement été actées par la directrice académique. Dans le même temps, 39 ouvertures de classes ont été annoncées.

Jamais il n'y avait eu autant de fermetures de classes en septembre, percutant de plein fouet la rentrée de nombreux enseignant-es, de leurs élèves et de leurs familles.

La CGT dénonce avec force cette décision brutale qui porte à 403 le nombre de fermetures pour l'année 2026-2027, soit près d'une école sur 2 impactée en moyenne.

La baisse démographique ne doit pas faire oublier les 1891 suppressions de poste dans le premier degré en cette rentrée, ni les 10 000 postes supprimés depuis 2017. Cette baisse dans le 1er degré, doit être l'occasion d'abaisser les effectifs par classe et de réduire ainsi les écarts avec les autres pays de l'OCDE dont les classes sont composées d'en moyenne 19 élèves par classe.

C'est ce que la CGT exige avec l'intersyndicale CGT-FSU-SUD-CNT, dans le cadre d'un plan d'urgence et pour en finir avec le taux d'échec scolaire insupportable dans notre département.

Nous dénonçons également les conditions de préparation de cette carte scolaire, entravée par la cyber attaque de cet été. Celle-ci a rendu caduque l'application ONDE qui trait jusqu'au jour de la rentrée, et a mis sous pression l'ensemble des personnels de la classe à la circonscription avec le maintien du CSA-SD au lendemain de la rentrée. La cyberattaque ne pourra pas excuser ces choix politiques bien insuffisants et ce manque cruel de moyens pour accompagner les écoles, les collègues et les élèves"

Pour toutes ces raisons, le 29 septembre, nous appelons l'ensemble des personnels à se mobiliser et à se mettre en grève, pour nos salaires, alors que nous avons perdu 23 % de rémunération en 20 ans, et pour un plan d'urgence pour l'éducation.